



Universités: des sites bloqués, des amphis occupés, la ministre dénonce une "désinformation"

Paris, 4 avr. 2018 (AFP) -

Des amphis étaient occupés dans plusieurs universités mercredi en France et des sites totalement bloqués pour protester contre la loi sur les nouvelles modalités d'accès à la fac, cible d'"une campagne de désinformation" selon la ministre de l'Enseignement supérieur.

Actuellement, deux universités sont entièrement bloquées, à Montpellier et Toulouse, selon la Conférence des présidents d'université (CPU), qui soutient la réforme.

Paul-Valéry à Montpellier (20.000 étudiants) est fermée. Une AG de quelque 3.000 étudiants a voté fin mars "un blocus illimité" jusqu'à "l'abrogation de la loi Vidal", la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), qui selon ses opposants introduit la sélection à l'entrée à la fac.

La faculté de droit, située dans l'autre université montpelliéraine, elle, a rouvert mardi. Des étudiants et des militants avaient été violemment délogés par des personnes cagoulées et armées fin mars, un épisode qui a amplifié la mobilisation dans d'autres universités. Le doyen et un professeur de droit ont été suspendus et mis en examen pour complicité d'intrusion. L'enseignant est aussi mis en examen pour violences aggravées.

À Toulouse, l'université Jean-Jaurès (sciences humaines) est entièrement bloquée depuis plusieurs jours. La mobilisation a démarré en décembre, contre un projet de fusion avec d'autres établissements de la ville.

Des sites d'universités sont eux aussi fermés : à Paris, Tolbiac (Panthéon-Sorbonne, Paris-I) depuis dix jours, la faculté de lettres de Sorbonne-Université (Paris-IV) depuis mardi et Saint-Denis (Paris-VIII) en région parisienne depuis mardi également.

"On s'est battu pendant des années pour que la fac reste accessible à tous", explique Salomé, qui n'entend pas perdre ce droit et fait partie des étudiants mobilisés à Paris-IV.

Mercredi sur France 2, la ministre Frédérique Vidal a dénoncé "une campagne de désinformation" sur sa loi, tout en disant vouloir privilégier "le dialogue et l'écoute".

"Il y a des amphithéâtres qui peuvent être bloqués, des assemblées générales qui se tiennent. Tant qu'on est sur le débat, la discussion argumentée, contre le projet de loi, c'est normal. On est à l'université et le débat doit avoir lieu", a-t-elle plaidé. Mais "quand il y a des violences", cela devient "inacceptable".

- "Tournant inadmissible" à Nantes -

Mardi, la présidence de l'université de Nantes "a été prise pour cible" par "un groupe d'environ 200 personnes", qui "ont lancé des pierres sur les façades et vitres des bureaux", alors que des personnels se trouvaient à l'intérieur, selon la direction. Cette "volonté de s'en prendre physiquement aux personnes marque un tournant inadmissible", a-t-elle réagi.

"Ouvrir nos bâtiments pour que les gens puissent s'exprimer, c'est la tradition des universités et il n'est pas question de la remettre en cause. Mais les présidents d'université sont très démunis face à la violence", souligne Gilles Roussel, président de la CPU.

Un "blocus illimité" d'une partie du campus de Tertre-Censive (lettres, sciences humaines) de l'université de Nantes a été voté mardi en assemblée générale et les cours ne peuvent pas se tenir dans plusieurs bâtiments, selon la direction.

Le bâtiment de la présidence de l'Université Grenoble Alpes (UGA) a été occupé mardi jusque dans la nuit par des manifestants, et des dégradations et des vols ont été constatés, a indiqué son président Patrick Lévy. Le personnel a évacué les bureaux et plusieurs de ses membres ont dit avoir été "agressés verbalement" par les manifestants, a-t-il ajouté.

À Limoges, Bordeaux, Nancy, Nice, Lyon-II et Dijon, des bâtiments ou des sites entiers ont été bloqués (avant un déblocage dans la journée pour Dijon).

À Bordeaux, le campus de la Victoire est fermé et les cours transférés dans d'autres bâtiments. Un amphithéâtre est occupé depuis le 9 mars par une trentaine de personnes qui s'y relaient. Les occupants réfléchissent à une



PAYS :France
SURFACE :100 %
PERIODICITE :Quotidien



► 4 avril 2018 - Edition Fil Gen

coordination avec d'autres mouvements de lutte : postiers de Gironde, ouvriers de Ford-Blanquefort, cheminots.
Dans ce contexte, à Nancy, le président de l'université Lorraine réfléchit à repousser les partiels prévus en mai et juin, "s'il n'y a pas de reprise (des cours) le 9 avril".
burs-fmp/ito/tmo/bma

Afp le 04 avr. 18 à 16 31.